

INFOS EN LIGNE... SUR LA LIGNE
N°45



***LG V NON
AHT EZ***

➤ **Le zikiro du 30 mai**

Malgré nos appels réitérés tout au long du mois de mai, nous étions seulement 160 à ce zikiro organisé par une dizaine de bénévoles de votre association.

Cette journée était destinée à nous rassembler autour de la lutte contre ce projet **qui reste toujours d'actualité et qui est loin d'être abandonné et à constituer un fonds de réserve pour financer une future « bataille juridique ».**

Ce message et ces objectifs ne semblent pas avoir été perçus par tout le monde.

Quoiqu'il en soit cette journée s'est déroulée sous un beau soleil, dans une ambiance festive et amicale. Une petite marche d'une heure dans ces lieux boisés sous la conduite du propriétaire et une exposition photographique ont permis de mesurer l'ampleur des dégâts environnementaux engendrés par la construction de ce type d'infrastructure.



Départ de la petite marche dans une splendide propriété boisée impactée par le projet de LGV



Photos ACE



Exposition très explicite de Nivelles-Bidassoa Urrugne (photos ACE)



Espeletenia



Sous les ombrages de chênes pluri-centenaires nous avons pu partager un succulent zikiro aux accents musicaux de quelques instrumentistes de la txangara Kuskustu d'Urrugne.

Cette journée s'est prolongée tard dans l'après-midi et dans la bonne humeur.



170 personnes ont honoré le repas qui avait été préparé



Pierre Recarte, président de Nivelles Bidassoa Urrugne nous a lu un poème dédié à A.Rousset



Du message délivré par le président nous retiendrons quelques propos :

« Les optimistes se rassureront toujours en disant que l'utilité publique n'est pas reconnue et que les décideurs ne trouveront pas de financement.

Quant à nous, sans être pessimistes, nous restons réservés et plus que jamais vigilants.

Nos adversaires sont puissants, influents, ils s'adonnent à un lobbying forcené, font pression sur le gouvernement en assiégeant les ministères, rencontrent ministres, conseillers, chargés de mission. Ils ont table ouverte dans les médias. La presse reprend souvent leur argumentation bien que celle-ci soit contredite par les études, les rapports. »

La conclusion résonne comme une prédiction :

« Il y a fort à parier qu'une fois encore le gouvernement cédera à la pression des grands élus en déclarant d'utilité publique ce projet pendant les vacances estivales. Ce faisant il bafouera le jeu démocratique.

Quoiqu'il en soit il nous faut rester mobilisés car rien n'est gagné et in fine le combat continuera dans la rue et au Conseil d'Etat.

Restons donc vigilants, sur nos gardes. Nous avons gagné la première manche mais la compétition n'est pas terminée. »

➤ **Les opposants en appellent à l'Élysée et à Matignon**

François Hollande ayant annoncé dans le Lot en avril dernier que le gouvernement devait se prononcer «avant la fin de l'été» pour l'abandon, ou pas, du projet GPSO. Les opposants ont choisi de frapper à la porte de l'hôtel Matignon et des services de son locataire actuel, Manuel Valls.



La coordination des associations Aquitaine et Midi-Pyrénées vient de demander au Premier ministre un rendez-vous et lui adresse en date du 10 mai un courrier lui rappelant le pourquoi du comment de leur opposition.

«Quelques grands élus, partisans de ce projet, ont refusé le verdict. Ces mêmes élus ont demandé et obtenu immédiatement une entrevue avec le secrétaire d'Etat aux transports. Nous vous demandons donc une équité de traitement.» peut-on lire.

Outre les associations, sont signataires du courrier, des élus de Haute-Garonne, de Gironde, de Lot-et-Garonne, conseillers départementaux, présidents de communautés de communes comme Raymond Girardi. Tous demandent notamment que Manuel Valls fasse réaliser une étude «sérieuse et indépendante» des solutions alternatives.

Ce n'est pas le seul courrier adressé à Paris. Quatre pages plus détaillées que la lettre à Valls ont été postées avec une adresse, celle de l'Élysée.

➤ **LGV Tours-Bordeaux: le médiateur appelle les parties à faire « des efforts »**

Le médiateur pour la future LGV Tours-Bordeaux, Jean Auroux, a appelé les collectivités, la SNCF et Liséa le concessionnaire à faire des "efforts" pour mettre un terme aux divergences, notamment financières, qui pénalisent le projet.



Il "y aura des insatisfactions" a-t-il prévenu lors d'une rencontre avec la presse. Selon lui, il sera notamment difficile de contenter à la fois ceux qui souhaitent des trajets directs, et ceux qui demandent des arrêts dans de plus petites gares.

Le médiateur propose aux parties prenantes "une clause de revoyure 18 mois après la mise en service" de la ligne, "compte tenu de l'évolution de trafic qu'on ne connaît pas".

Il faut que "les efforts soient partagés", a insisté l'ancien ministre. "On ne peut pas multiplier les trains sans poser la question du coût": s'ils "partent à moitié vides, ça risque d'être contre-productif" pour l'image de la région, a-t-il ajouté.

Selon la directrice de Voyages SNCF, Rachel Picard, les discussions avec Lisea sont rompues depuis le 11 mai. La SNCF prévoit une perte d'exploitation annuelle de 150 à 200 millions d'euros. Il "manque de l'argent au départ [...]". Le système ne peut pas être économiquement satisfaisant, pour personne", estime Rachel Picard.

Peu importe on continue de construire des LGV...

➤ **“ Bruxelles confirme que la France connectera son réseau ferroviaire avec le Y basque dans les délais prévus”**

C'est par un communiqué que la commission européenne par la voix de Violeta Bulc responsable des transports répond ainsi à une question de l'euro députée du PNV Izaskun Bilbao en ces termes.



La commissaire européenne précise qu'il « n'y a pas de tergiversations » et que le gouvernement français « n'a pas changé sa position concernant les délais pour réaliser les nouvelles lignes ».

La commissaire européenne fait référence dans son communiqué à trois faits « incontestables contredisant cette crainte que la France ne respecte pas ses engagements et certifiant la volonté de Paris de respecter les délais de réalisation ». Parmi ces faits sont évoqués « les projets présentés par la France lors de la dernière réunion de Connecting Europe »

⇒ [Lire l'article](#)

➤ 13 juin : manifestation anti-LGV à Saint Sébastien

Différents mouvements, syndicats et organisations sociales ont appelé à manifester pour stopper les travaux de l'Y basque avec comme slogan : « STOP au TAV MAINTENANT! Assez de gaspillage! »



Pour les opposants ce projet dilapide des millions destinés au secteur social où ils sont puisés et cela provoque de graves dommages à niveau social, économique et environnemental. Ce projet imposé est présenté comme stratégique. Or, « le grand élan économique » que les travaux devaient apporter, selon ses promoteurs, n'a pas été au-delà des poches des grandes entreprises de construction qui marchent, ici et là, main dans la main avec les partis politiques, comme en témoigne ces cas de corruption de plus en plus nombreux.

Les opposants exigent :

- 1.- Que les travaux du TAV soient immédiatement interrompus.
- 2.- Que tous les budgets destinés à ce f projet soient réorienté vers les besoins les plus pressants de la société comme la Santé, l'éducation, le logement, les services sociaux ... Pas un euro de plus ne doit aller au TAV !
- 3.- Qu'un débat technique et politique soit ouvert « parallèlement à un processus participatif d'information et de décision populaire sur cette infrastructure, pour pouvoir décider ce qu'il faut faire à l'avenir. »



Saint Sébastien, pluie qui lave la Concha et le front de mer tandis que le CADE et Nivelle-Bidassoa enterrent avec ceux du Pays basque sud le TAV et autres LGV tant désirés par quelques furieux élus des deux côtés de la Bidassoa...



➤ Une lettre ouverte à François Hollande

Les professionnels de la viticulture -Les vignerons de Sauternes et Barsac (ODG) et la Route des Vins de Bordeaux en Graves et Sauternes – les coordinations associatives départementales et la SEPANSO Aquitaine, ont adressé le 23 juin 2015, une lettre ouverte au Président de la République, lui rappelant les engagements pris en matière de démocratie participative et d'écoute des citoyens, lors de son discours du 27 novembre 2014, à l'occasion de la Conférence Environnementale.



Dans ce courrier, ils évoquent « **la menace que ferait peser la poursuite du projet des LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax sur les vignobles, la forêt et les territoires** ». Ils appuient leur argumentation sur les conclusions de l'enquête publique qui s'est déroulée en fin d'année dernière et où, soulignent-ils, « **le public, à une écrasante majorité de plus de 90%, a jugé ce projet contraire à l'intérêt général** ».

Les signataires de cette lettre (l'ODG, la Sepanso, La Route des Vins de Bordeaux, la coordination Vigilance LGV Gironde, l'ACCRIl, le CADE) attendent du Président de la République « **un signe fort qui honorerait le Président, à savoir l'abandon définitif de ce**

projet contraire à l'intérêt général et au simple bon sens, qui, au-delà des territoires, menace également l'avenir du système ferroviaire français ».

➤ **LGV Bordeaux-Espagne et Y basque : l'Europe s'en mêle... attention, danger !**

Le journal *Deia* du 30 juin dernier fait les révélations suivantes :

« Si la proposition de financement de la commission européenne reçoit le feu vert le 10 juillet prochain, le corridor atlantique et l'Y basque recevront un important investissement public européen qui atteindra pour Euskadi 523 des 827 millions d'euros dévolus par Bruxelles à l'Etat espagnol à travers la première enveloppe du « Mécanisme Connecter l'Europe » (CEF) destinée à cofinancer les infrastructures de transport pour la période 2014/2020. Des 276 projets retenus par les techniciens communautaires dans cette première fournée, 32 correspondent à des infrastructures espagnoles dont 4 consacrés à des plans en rapport avec le corridor atlantique dans sa traversée d'Euskadi.

Les critères retenus par l'exécutif communautaire sont au nombre de 3 : il faut que ces projets servent à éliminer les goulots d'étranglement, qu'ils aient une dimension transfrontalière et qu'ils permettent de développer l'intermodalité. Autant de critères qui sont présents dans l'Y basque, maillon clef du corridor atlantique qui doit relier la péninsule ibérique à l'Europe... Cocrètement Bruxelles apporte une dotation de 459,3 millions d'euros avec un taux de cofinancement de 40% aux études et travaux de la section Bergara-Donostia-Bayonne qui inclut le tronçon transfrontalier Irun-Hendaye [...]

Dans la liste figurent des projets essentiels pour connecter Euskadi avec l'Europe. Par exemple le plan envisage aussi le versement d'une partie des 52 millions d'euros pour les études de la nouvelle ligne ferroviaire entre Bordeaux et Dax et 3 autres millions pour les études du corridor atlantique de marchandises qui passera par Bilbao, Donostia et Irun. »

Il y a de quoi à s'inquiéter...et pour Alain Rousset l'occasion de nous faire un bras d'honneur !!!



➤ **Le CADE riposte le 3 juillet à travers un communiqué**

« Les dotations européennes sur l'Y basque, le tronçon Irun-Hendaye et sur Bordeaux-Dax viennent de tomber. Des centaines de millions d'euros.

Nous n'en sommes pas encore aux milliards nécessaires mais ceci indique clairement que, même si tous les rapports vont dans le sens de l'abandon du système TGV (assises du ferroviaire, rapport Bianco, rapport Auxiette, Rapport mobilité21, Cour des comptes de France, Cour des comptes de l'Espagne, décision défavorable des commissaires enquêteurs sur Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax), les partisans d'un gaspillage effréné et d'une

destruction inutile de nos territoires continuent d'avancer leurs pions avec cynisme et dans un mépris total des populations.

C'est avec notre argent que ces politiques vaniteux jouent et continuent de plomber la dette du ferroviaire (46 milliards). Cette dette que la SNCF doit combler à cause d'investissements massifs sur les lignes TGV, c'est aux usagers (par les suppressions des trains Intercités et des trains de nuit) et aux cheminots (par les suppressions d'emplois) qu'on la fait payer.

Alors que l'ancien préfet des Landes vient d'entrer au cabinet du ministre des transports, le landais Vidalies, et que le gouvernement s'apprête à s'asseoir sur la décision défavorable des commissaires enquêteurs, les opposants aux LGV appellent tous leurs sympathisants à se préparer, dès la rentrée à organiser la riposte comme ils ont toujours su le faire, dans le rassemblement le plus large. L'exaspération, l'indignation, le dégoût suscités par les mesures annoncées doivent nous inciter à diffuser le plus massivement possible la dénonciation du mépris démocratique qu'elles constituent.

Nous luttons depuis 1992, aujourd'hui que nos arguments sont de plus en plus repris dans les rapports officiels et les médias, il est hors de question de se laisser voler la victoire.

Les régionales approchent : Pas une voix pour les pro-LGV ! »

➤ **Le cri d'alarme des viticulteurs du Sauternais contre la LGV**

Voici ce qu'écrit Xavier Planty, président de l'organisme de défense et de gestion Sauternes-Barsac dans la revue Côté Châteaux:

« Un projet absurde, impopulaire et totalement dépassé de Ligne à Grande Vitesse (entre Bordeaux et Toulouse, et Bordeaux et Dax) menace la vallée du Ciron, un écosystème unique au monde, qui est à l'origine du microclimat du sauternais et donc de la fameuse pourriture noble... Ou comment pour gagner seulement 30 minutes des technocrates et politiciens aveugles veulent détruire de façon irrémédiable un environnement, une culture, un trésor séculaire que le monde entier nous envie ! »

« La commission d'enquête publique chargée d'examiner ce projet a donné un avis défavorable extrêmement argumenté. Sur les 14000 contributions, 96% ont donné un avis négatif. Malgré cette écrasante majorité, le projet continue d'avoir des défenseurs acharnés. Or, si par malheur il était déclaré d'utilité publique et appliqué, notre environnement, notre production et toute la filière qui en vit seraient en péril. »



« Ce projet ne passe pas directement sur les vignobles, mais les menace de façon plus grave encore, en détruisant ce qui fait leur spécificité exceptionnelle : sans doute savez-vous que les

Sauternes et Barsac doivent leur histoire multiséculaire, le raffinement exceptionnel de leurs vins, la renommée mondiale qui en découle, à la fameuse pourriture noble. Or, ce « Botrytis cinerea » est un champignon microscopique qui se développe dans des conditions de microclimat très spécifiques et rarissimes, dont nous avons la chance de bénéficier grâce à l'écosystème de la vallée du Ciron, un affluent de la Garonne. C'est justement cet écosystème unique au monde qui est aujourd'hui gravement menacé par le projet de LGV ! »

Ça se passe justement l'été, car le Président de la République doit prendre la décision d'utilité publique. Tout me laisse à croire qu'il va décider de façon positive pour la LGV. Ce qu'ils attendent, c'est qu'il y ait des recours et que la justice tranche. Mais les recours en attendant n'arrêtent pas les procédures d'expropriations »

➤ **Pour Manuel Valls, le « tout-TGV est une erreur »**

« Le choix des majorités précédentes a été au développement à tout crin de nouvelles lignes. La priorité doit changer », a déclaré Manuel Valls mercredi 15 juillet 2015. Le Premier ministre, qui était en visite au nouveau siège de la SNCF à La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), s'est exprimé devant plusieurs centaines d'employés.



« Il s'agit de faire baisser l'âge moyen du réseau, de concentrer les moyens humains et financiers sur les lignes les plus empruntées, sur les transports du quotidien », a dit le Premier ministre. Il a aussi promis de **maintenir « au haut niveau où nous les avons placés » les crédits alloués à la modernisation du réseau.**

Manuel Valls a qualifié d' « erreur » le « tout-TGV », la construction simultanée de quatre lignes à grande vitesse, mais aussi la dissociation SNCF-RFF, qui n'existe plus avec la réforme ferroviaire. Il s'exprimait à l'occasion d'une cérémonie marquant la nouvelle organisation de la SNCF à la suite de la réforme ferroviaire en vigueur depuis le 1er janvier 2015.

Sera-t-il fidèle à ses propos en confirmant l'inutilité publique du projet GPSO ?

➤ **Le concessionnaire de la ligne TGV Barcelone-Paris dépose le bilan...**

Faute d'accord avec ses créanciers pour renégocier une dette de plus de 400 millions d'euros, le consortium franco-espagnol TP Ferro, détenu à parts égales par les groupes de construction français Eiffage et espagnol ACS, a annoncé, le 17 juillet, *« une demande volontaire de mise*

sous administration judiciaire » devant le tribunal de commerce de Gérone, ce qui revient à déposer le bilan.

Les problèmes de TP Ferro ne sont pas nouveaux. Après avoir obtenu la concession pour la construction et l'exploitation, durant cinquante ans, de la ligne à grande vitesse entre Figueras et Perpignan, en 2003, le consortium avait souscrit une dette de plus de 530 millions d'euros afin de mener à bien la construction du tronçon, de 44 km de long, et en particulier la nécessité de creuser dans les Pyrénées le tunnel du Perthus.



Mais les surcoûts pour la construction d'une ligne chiffrée initialement à plus de 1,2 milliard d'euros, se sont multipliés. Le retard de trois ans dans la mise en fonctionnement a affecté le calendrier d'amortissement des dettes et obligé les pouvoirs publics français et espagnol à accorder des aides et un allongement de la concession. Enfin, la faiblesse du trafic, par rapport aux premières estimations, avec 34 convois de marchandises par semaines et 70 de passagers, a compliqué les possibilités de rentabiliser la ligne.

En cas de faillite, la gestion et les dettes de TP Ferro pourraient retomber sur les gouvernements français et espagnol.

Comment ne pas rappeler ces mots de François Hollande lors de l'inauguration de la ligne le 27 novembre 2013 : « La naissance de la LGV Paris-Barcelone est « une grande réussite »

Moins de deux après, on mesure la réussite...